

Association OÏKOS KAÏ BIOS

Patrimoine Nature et Vie

3, rue Branly

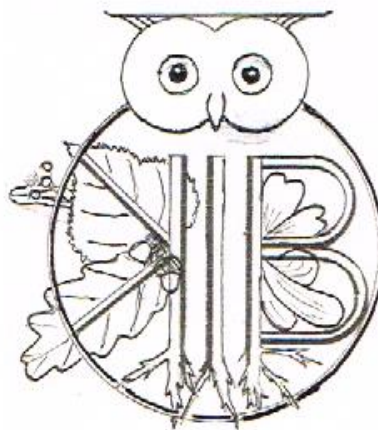
74100 AMBILLY

<http://www.oikoskaibios.com/>

oikos.kai.bios@orange.fr

BRANSAT 03 : demande d'autorisation
environnementale en vue de l'implantation
d'une usine éolienne sur la commune - SAS
CPENR de Bransat et Laféline

<https://www.registre-dematerialise.fr/5404/>



Monsieur Daniel TAURAND
Président de la commission d'enquête
Mairie de Bransat
1 place de la Mairie
03500 BRANSAT

Ambilly, le 2 juillet 2024

Monsieur le Président de la commission d'enquête,
Nous nous opposons à ce projet destructeur de la faune sauvage.

Tout d'abord, le projet aura un impact sur les boisements et la biodiversité qui y est présente.
Page 20/40 de la note non technique, il est question de défrichement « *Les emprises du projet situées en zone boisée sont défrichées. Dans le cadre du projet de Bransat, la surface à défricher est d'environ 0,7 ha.* »

Nous nous interrogeons sur ce choix, compte tenu de L'accord UNEP/EUROBATS, entré en vigueur en 1994 et ratifié par 37 pays. En effet, « *depuis 2008, il (l'accord) recommande de placer les éoliennes à au moins 200 m des lisières boisées pour diminuer les risques de mortalité des chauves-souris. Cependant, 14 ans plus tard, nous ne savons toujours pas dans quelle mesure cette recommandation internationale a été appliquée en Europe.* »

<https://plan-actions-chiropteres.fr/actualites-agenda/plus-d-une-decennie-d-echec-faire-appliquer-les-recommandations-du-pnueeurobats-dans-le-developpement-de-l-eolien-un-appel-l-action>

Cette distance insuffisante est d'ailleurs rappelée dans l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe), page 3/21 « *Les machines sont situées en dehors de zones forestières, mais seront situées à moins de 200 mètres de haies ou boisements et même à moins de cinquante mètres de certaines canopées, dont certaines sont déterminantes d'une zone d'inventaire de biodiversité, avec présence possible du Grand Duc d'Europe et de chauves-souris en migration.* »

Page 9/21, la MRAe ajoute « **L'Autorité environnementale recommande de mieux justifier et si besoin de reconsidérer à la hausse les niveaux d'enjeux concernant l'avifaune** »

De surcroît, l'enjeu est fort pour les chiroptères « *Vingt-deux espèces, toutes phases confondues du cycle de vie des chiroptères ont été recensées, ainsi que de nombreux gîtes potentiels. Les lisières, boisements de feuillus et milieux bocagers sont le siège d'une activité très forte de ces espèces. La carte ci-après, reprise du volet écologique de l'étude d'impact, met en avant des enjeux forts sur une grande majorité de la Zip.* »

Compte tenu des constats et des recommandations, de la proximité du Grand-Duc et de chauves-souris, ce projet est inacceptable.

En outre, laMRAe indique, page 19/21 « *Un suivi d'activité et de mortalité est prévu à destination des chiroptères. Une adaptation du plan de bridage est envisagée en conséquence.* »

Qui va vérifier le bridage des machines?

A ce propos, rappelons que la société Boralex a été condamnée pour défaut de cet arrêt des éoliennes par bridage ; le rendement est ainsi diminué, ce qui fait baisser la rentabilité de ces machines déjà, de nature, intermittentes.

Selon le communiqué de la Fédération Environnement Durable <https://environnementdurable.org/>, « *Parc éolien de la forêt de Lanouée, la défaillance de l'exploitant, Boralex, est reconnue par l'État ! Les associations de protection de la nature bretonnes se sont mobilisées pour mettre en lumière la mortalité excessive de la faune sauvage autour des 17 éoliennes de la forêt de Lanouée. Après une rencontre avec les services de l'État, la défaillance de l'exploitant est reconnue et sa responsabilité pénale sera engagée par Bretagne Vivante et le GMB.*

Nos associations se réjouissent que l'ensemble des interlocuteurs présents ait entendu notre demande d'arrêt nocturne des pales des 17 éoliennes de la forêt de Lanouée.

Ils se sont engagés à imposer les actions nécessaires à sa bonne réalisation.

Pour cela, la sous-préfecture de Pontivy et les services de l'État vont, pour la première fois, mettre en œuvre le principe de précaution sur un parc éolien en exigeant de l'exploitant une preuve de l'absence d'activité des chauves-souris à proximité des éoliens pour les remettre en route la nuit.

Nous déplorons cependant qu'il ait fallu attendre des mois de mortalité massive pour que l'arrêt nocturne des éoliennes soit envisagé, seule mesure qui permet de préserver les chauves-souris. Ces impacts avaient pourtant été anticipés par nos associations. Nos alertes, malgré les différents recours engagés, n'avaient pas été entendues.....

La défaillance de l'exploitant, Boralex, a bien été reconnue par les représentants de l'État, un rapport de manquement, précédant une mise en demeure a d'ailleurs été rédigé. »

Nous ne pouvons donc pas accepter un tel projet

Après la chute de la population des oiseaux due aux pesticides, nous n'allons pas finir de les exterminer en ajoutant de nouvelles éoliennes ! Notons que la France en compte déjà 9000 (<https://fee.asso.fr/pub/observatoire-de-leolien-2022/>).

Pour terminer, rappelons l'étude de la LPO (Ligue Pour les Oiseaux), financée par l'Etat, qui montre que des espèces protégées et beaucoup de rapaces sont victimes des éoliennes. Elle est disponible à cette adresse https://eolien-biodiversite.com/IMG/pdf/eolien_lpo_2017.pdf.

Nous n'oublions pas, non plus, le gypaète barbu réintroduit dans la Drôme et tué par une pale d'éoliennes aux Pays-Bas (<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/angele-le-gypaete-barbu-reintroduit-dans-la-drome-tue-par-une-pale-d-eolienne-1622137894> ;

https://www.francetvinfo.fr/france/auvergne-rhone-alpes/drome/drome-angele-le-gypaete-barbu-reintroduit-dans-le-departement-a-ete-tue-par-une-pale-d-eolienne-aux-pays-bas_4640307.html)

Quant aux mesures compensatoires, lorsque la nature est détruite, il est trop tard ! Nous nous opposons donc à ce projet du fait de l'impact très négatif sur l'avifaune.

Nous vous remercions de l'attention portée à ce courrier

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la commission d'enquête, nos salutations respectueuses.

Pour OÏKOS KAÏ BIOS

Marie Berger et Patricia Faure, cofondatrice